

ALGER

Extract of Alger républicain

The logo for 'Alger républicain' features the word 'ALGER' in a large, bold, black font, with a red circle containing a white 'R' to its right. Below this, the word 'républicain' is written in a smaller, black, cursive-style font.

<http://www.alger-republicain.com/Les-propositions-du-Parti.html>

Les propositions du Parti Communiste Grec (KKE) pour trouver une solution ? la crise.

- Actualité politique internationale - Europe - Grèce -
Publication date: vendredi 14 mai 2010

Description:

[IMG/jpg/Maifestation_en_Grece.jpg]

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Communiqué d'Aleka Papanigou, secrétaire-générale du Parti Communiste Grec (KKE)

14 mai 2010

Le KKE a toujours dénoncé, en particulier après 1991, les illusions existant autour du développement éternel du système capitaliste, de la compétitivité et de la productivité soi-disant dans les intérêts communs des travailleurs et des capitalistes. Il rappelait l'inéluctabilité de la crise économique dans toutes les économies capitalistes. Il a prévu la crise, l'inévitable aggravation et l'aiguïsement soudains de toutes les contradictions sociales ainsi que des contradictions inter-impérialistes.

Les apologistes du système capitaliste, dont les partisans auto-proclamés du vieux PASOK ou les révisionnistes, en réduisant les causes de la crise économique ? une question de gestion du système, nient ou dissimulent la véritable base sur laquelle elle émerge : le capitalisme même.

Les conditions actuelles exigent que le processus de prise de conscience sociale et politique s'accélère et, surtout, s'exprime par l'organisation et la lutte planifiée ouvrant des perspectives d'avenir. C'est le niveau de vie du peuple, de la classe ouvrière et des familles aux revenus modestes qui nous préoccupent, et non les profits des capitalistes.

Notre stratégie est d'empêcher que ces mesures barbares soient imposées dans la mesure où nous pouvons le faire dans les conditions actuelles, d'empêcher qu'elles trouvent une légitimité dans la conscience populaire, d'éloigner les travailleurs du PASOK et du ND, ainsi que de leurs politiques, de rassembler et de faire avancer le mouvement sur la voie de la contre-attaque afin de renverser le rapport de force actuel, vers le pouvoir populaire. Nous ne sommes ni indifférents ni des observateurs neutres, mais puisque le rapport de force politique ne permet pas une intervention efficace en faveur du peuple, nous mettons la priorité sur le mouvement social, hors du Parlement.

Le temps est venu pour un front populaire et social, pour qu'une action politique et de masse prenne forme, prenne une forme distincte, développée ? partir des forces militantes existantes qui doivent être démultipliées ; c'est-à-dire les forces militantes des ouvriers et des employés du privé et du public, des indépendants pauvres - artisans et petits commerçants - des paysans pauvres, avec un renforcement de la participation des jeunes, des enfants de la classe ouvrière et des familles populaires, en particulier ceux qui étudient et travaillent, et sont dans des programmes d'apprentissage, les femmes et les immigrés, ceux qui se battent dans les domaines de la science, de l'art et de la culture.

Pour cette raison, rassembler des forces avec le KKE est nécessaire, peu importe si les travailleurs sont d'accord avec le KKE sur tout, ou s'ils ont des interrogations ou des points de vue différents sur le socialisme.

Les prémisses d'un tel front existent aujourd'hui comme le démontrent le Front militant des travailleurs (PAME), le Rassemblement grec anti-monopoliste des travailleurs indépendants et des petits commerçants (PASEVE), le Rassemblement militant des paysans (PASY), le Front militant des étudiants (MAS) et d'autres formations du mouvement. D'autres formations émergeront au cours du chemin, y compris des formations du même type dans les mouvements de masse contre la guerre impérialiste, pour les droits individuels et collectifs, démocratiques, syndicaux, et des formations partenaires qui agissent localement.

Le cœur des luttes reste les lieux de travail, les rues avec les petits commerces, la campagne, les écoles, les

universités, les quartiers immigrés, tous les quartiers ouvriers et populaires. La mise en échec des nouvelles mesures anti-ouvrières y compris la suppression des conventions collectives et la promotion des contrats individuels, la réduction imposée du temps de travail, des relations de travail flexibles, etc., doit être portée avec force dans chaque lieu de travail.

Les travailleurs doivent modifier le rapport de force en partant d'en bas et cela doit être exprimé alors que la lutte se développe au niveau politique également. Le peuple ne doit plus accepter de payer tout le temps, de se soumettre ? des sacrifices indescriptibles pour les profits des industriels, des armateurs, des gros marchands, des monopoles en général.

Ce front populaire et social doit avoir deux buts liés entre eux.

Le premier est la lutte, ce qui suppose de résister, de mener une guerre d'usure et de saper ces mesures barbares que le gouvernement et ses alliés tentent de faire passer ; lutte contre un appareil dont une partie est le système politique bourgeois du pays et la ploutocratie.

Une lutte d'usure n'est pas suffisante ; quelques petites ou plus grandes victoires doivent aussi être remportées.

Cependant, la plus importante tâche de notre front doit être créative, celle de libérer un point de vue militant et populaire, l'optimisme et la dignité militantes, un patriotisme de classe et l'internationalisme, l'action populaire et les initiatives qui peuvent transformer le front en un vaste courant de modification et d'inversion du rapport de force.

Ce front a un choix, créatif et réaliste. Renforcer la proposition alternative pour un pouvoir populaire et une économie populaire ayant comme mot d'ordre central : socialisation des monopoles, formation de coopératives populaires dans les secteurs où la socialisation n'est pas possible, planification nationale sous contrôle du peuple et des travailleurs depuis la base. Prouver et démontrer que les possibilités de développement de notre pays existent toujours, mais qu'un temps précieux ne doit pas être perdu en les sapant et en les détruisant encore plus.

Le KKE intensifie ses efforts pour diffuser ses propositions politiques tandis que dans le même temps il augmente sa présence dans les luttes quotidiennes.

Le 15 mai, nous organisons un rassemblement national qui fera en sorte que nos propositions, notre initiative, notre opposition totale aux politiques actuelles, au système actuel soient encore plus largement connues.

Pas d'illusions

Le fait d'accepter le système n'empêchera pas la reprise d'être faible ni une nouvelle crise cyclique, encore plus intense que celle que nous connaissons en ce moment. Désormais, le peuple doit être prêt ? créer une rupture avec le système et ? ne pas devenir une « Iphigénie ». Nous ne faisons pas nôtre l'opinion selon laquelle les sacrifices du peuple n'iront nulle part ; ils seront bien utilisés pour les profits du capital, ils iront directement dans les poches des capitalistes.

La reprise de l'économie capitaliste grecque devient de plus en plus difficile, même si elle se stabilise dans la zone Euro. Le recul dans la production manufacturière et dans l'industrie dans son ensemble ne pourra être combattu qu'avec grande difficulté.

La gestion de la crise soit par l'UE soit par la FMI ne peut pas surmonter les contradictions de la production capitaliste dont le but et le moteur est le profit. Tout ce qui apparaît comme un moyen de résoudre un problème, par exemple la dette de la Grèce, peut fortement exacerber d'autres problèmes. Désengagement de l'UE, désobéissance sont un préalable ? l'amélioration de la vie du peuple. Tout acte de résistance a de la valeur tant qu'il s'insère dans la perspective d'une alternative politique. Autrement, des réactions ou négociations désordonnées ne peuvent que servir ? renforcer le processus d'extorsion.

Le gouvernement, après avoir créé les conditions qui ont compromis les remboursements et mené ? la faillite, est allé de l'avant avec son plan prémédité pour soutenir une opération que l'UE et la FMI mettent en place ? la suite d'une série d'incohérences, qui ont permis au FMI de pénétrer encore plus profondément en Europe comme le soi-disant « sauveur des peuples ».

Les estimations concernant une ruine imminente exagèrent grandement la situation et sont utilisés comme une forme d'extorsion.

Dès les premiers moments, nous avons reconnu et mis l'accent sur le fait que l'adhésion ? cette opération serait une réalité, le gouvernement trouverait les capitaux ? emprunter parce qu'aucun gouvernement bourgeois ou anti-populaire ne laisserait sa classe bourgeoise, le patronat du pays, sans aide. Le gouvernement grec voulait créer un cadre idéal pour l'extorsion de fonds, le climat parfait dans lequel un peuple grec pris de panique accepterait facilement ce qui a déjà été décidé il y a 20 ans.

Bien sûr, les inquiétudes du gouvernement sur les conditions de l'emprunt se sont heurtées ? des contradictions et des conflits réels qui n'ont rien ? voir avec le peuple. La Grèce s'est trouvée dans l'oeil du cyclone parce que son énorme dette a été utilisée par les pays capitalistes en concurrence au sein de l'UE et aussi entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine. La Grèce a attiré l'attention ? cause de sa position et de ses relations avec la partie orientale de l'UE, l'Eurasie, et même l'Extrême-Orient. La Grèce est devenue le maillon faible pour la zone Euro et les intérêts du capital européen, et même au-delà ? , car ? travers la Grèce les pays en concurrence menés par le grand capital peuvent établir des liens avec l'Europe occidentale péninsulaire.

Ce n'est pas une question d'intérêts divergents entre les peuples respectifs. Ces conflits devraient mener ? la mise en avant de l'unité et de l'action commune des peuples car indépendamment du pays ou de la monnaie qui viendra en premier, le peuple perdra et continuera ? perdre, au lieu de gagner en conquérant de nouveaux acquis.

Quant ? la question de la dette publique qui sera traitée par des prêts directs, articulés avec le Pacte de Stabilité et de Développement ou supposément re-négociés en interne, c'est une grande farce, une mascarade, une utopie.

Pour commencer, la dette n'est pas seulement une question grecque. De nombreux pays capitalistes, y compris les pays développés, présentent une dette publique en augmentation croissante. Ce n'est pas une question de capacités de gestion comme cela convient aux partis bourgeois et opportunistes de la présenter.

C'est le résultat d'un déclin progressif de long-terme de la production industrielle et agricole avec intensification des antagonismes au niveau de l'UE et au niveau international.

A cause de leur taille limitée, les branches industrielles qui se sont développées en Grèce dans l'énergie, les télécommunications, et d'autres branches particulières de l'industrie, n'ont pas été capables de compenser le recul de l'industrie dans son ensemble.

La dette résulte des immenses allègements fiscaux accordés aux grandes entreprises, du financement public du grand capital, des dépenses colossales dans des programmes d'armement de l'OTAN, de la concurrence capitalistes dans les conditions de l'UE, des dépenses contre-productives pour les Jeux Olympiques.

Concurrence et contradictions inter-impérialistes ont les conséquences ont mené ? une aggravation de la crise

Le dollar désire regagner la position dont il jouissait de monnaie de réserve mondiale. La dévaluation de l'Euro bénéficie ? l'Allemagne qui est la plus grande puissance exportatrice en Europe dans une période où elle perd sa position de leader mondial au profit de la Chine.

Cela a ? voir avec les mouvements de capitaux qui entraînent des augmentations de profit aléatoires ? travers les soi-disant produits financiers ? haut risque, c'est- ? -dire les primes d'assurances sur emprunts d'État. Ces mouvements sont importants, toutefois ils ne sont pas spéculatifs au sens strict du terme, puisqu'ils rentrent dans la logique du système.

Il y a aussi la pression des capitalistes qui veulent réaliser des investissements directs en Grèce mais veulent d'abord faire passer des mesures contre le monde du travail qui ont été mis en place dans le reste de l'Europe mais qui, en Grèce, ont été retardées principalement grâce aux luttes populaires que le KKE a impulsées et soutenues. Ces capitalistes veulent mettre fin ? la pratique des professions fermées, créant les conditions nécessaires pour prendre possession de nouveaux domaines d'activités au détriment des classes moyennes, dans des secteurs où les puissants monopoles n'ont pas encore été capables d'asseoir leur domination : le bâtiment, les transports, les activités pharmaceutiques, etc.

Des contradictions se sont aussi exprimées entre le capital américain, arabe, chinois et russe qui ont pris des positions dans l'économie grecque, en tant que pays intermédiaire et tremplin pour leur entrée sur le marché international.

Les propositions du KKE :

-
- **Front anti-impérialiste, anti-monopoliste, démocratique**
- **Pouvoir et Economie populaires**

Le peuple Grec doit choisir entre deux voies de développement pour la société grecque, la voie qui est suivie actuellement et celle pour laquelle le peuple doit se battre.

Nous maintenons, faits et preuves ? l'appui, que la Grèce, en dépit des dégâts sérieux et ravageurs qui ont touché certains secteurs et qui sont dus ? la domination du capital et ? la concurrence entre monopoles, réunit les conditions préalables pour constituer et développer une économie populaire autonome.

Les événements négatifs des 20 dernières années dans certaines branches de la production industrielle, dans l'économie agricole, peuvent être contre-carrés dans des conditions politiques, économiques et sociales différentes. Il n'est pas trop tard.

La Grèce a un niveau satisfaisant de concentration de la production, des moyens de production, un réseau commercial dense, et un niveau assez élevé de développement dans les technologies modernes. Elle a une main d'oeuvre conséquente, expérimentée, avec un niveau d'éducation et une spécialisation avancés par rapport aux générations précédentes, et une main d'oeuvre importante dans le domaine scientifique.

Elle a des ressources naturelles de valeur et productrices de richesses, d'importantes réserves de richesses minérales, qui sont un atout dans la production industrielle et la production de biens de consommation.

Elle a le grand avantage de pouvoir assurer une production de nourriture suffisante tant pour répondre aux besoins du peuple que pour exporter. Elle a des capacités pour produire des produits modernes, de machines, d'outils et d'appareils.

Afin qu'une économie populaire puisse exister pour tous, nous devons trouver une solution au problème de la propriété, pour satisfaire les besoins du peuple et non les besoins de profit.

Il n'y a qu'un seul choix : un changement dans les relations sociales de propriétés historiquement dépassées qui déterminent le système politique également et concernent les moyens de production fondamentaux et concentrés

Les propositions du Parti Communiste Grec (KKE) pour trouver une solution ? la crise.

dans les domaines suivants : énergie, télécommunications, richesses minérales, mines, industrie, distribution d'eau, transports.

La socialisation du système bancaire, du système d'extraction, de transports et de gestion des ressources naturelles ; le commerce extérieur et un réseau centralisé pour le commerce intérieur ; des logements pour le peuple, la recherche ainsi que la diffusion démocratique de l'information auprès du peuple.

Un système d'éducation, de santé et de sécurité sociale exclusivement public, universel et gratuit.

Nous considérons qu'il peut y avoir des domaines qui ne seront pas compris dans une socialisation complète, nationale et universelle. En complément du secteur socialisé, un secteur des coopératives de production pour les petites exploitations agricoles, les petits commerces dans les branches où la concentration est faible, pourrait être formé. Leur participation dans les coopératives devra être comprise comme un choix avantageux, basé sur l'expérience vécue dans l'arène des monopoles.

Les secteurs socialisés tout comme ceux coopératifs - de production et de consommation - devront être inclus dans un système économique de planification et d'administration centralisé et national afin que tous les moyens de production et toute la main d'oeuvre puissent être mobilisés, afin que toute forme possible de coopération économique internationale puisse être utilisée sur la base des échanges mutuellement avantageux. La production nationale sera protégée et les intérêts des travailleurs protégés de toute répercussion possible qui émergerait des nécessités du commerce extérieur.

La planification centrale est nécessaire afin de formuler des buts et des choix stratégiques, de déterminer les priorités entre branches et secteurs, de déterminer où les moyens et les forces devront être concentrés. La mise en oeuvre de cette planification nécessite une distribution par branche et par secteur, et avant tout, le contrôle de la gestion par les travailleurs dans chaque unité et service de production, dans chaque organe administratif.

Le gouvernement en tant qu'organe du pouvoir populaire sera contraint d'assurer la participation du peuple dans cette tâche complètement nouvelle et totalement inconnue qui est de soutenir le mouvement populaire, de le soutenir et d'être surveillé par lui-même au sein des nouvelles institutions de contrôle social des travailleurs

Le développement de la société par planification centralisée est une nécessité qui émerge des exigences de notre temps, avant tout des exigences de l'humanité qui est la première force productive. La nécessité de satisfaire les besoins modernes diversifiés des travailleurs, la nécessité de développer les moyens de production, de développer la science et la technologie dans les intérêts du peuple, font de la planification centralisée une nécessité vitale.

Le pouvoir populaire encourage les accords et échanges commerciaux inter-étatiques, les accords pour l'utilisation du savoir/des technologies basés sur les intérêts mutuels.

La dette publique sera ré-examinée, sous le pouvoir populaire avec, comme principal critère, les intérêts du peuple.

Au tout début, le pouvoir populaire devra faire face ? une réaction organisée interne et internationale. L'UE et l'OTAN, les accords avec les États-Unis, ne laissent pas beaucoup de marge de manoeuvre aux États-membres de l'UE.

Résoudre ce problème en se retirant de l'UE est inévitable avec comme objectif un développement autonome, populaire et une coopération qui seraient dans les intérêts du peuple.

Il est nécessaire d'intensifier notre activité sur la base de la lutte contre ces problèmes.

Nous luttons sans répit pour des avancées immédiates en faveur des travailleurs et nous continuerons ? lutter pour que des mesures puissent être imposées par la puissance du mouvement, mesures qui diminueraient la gravité de ces problèmes, et soulageraient le peuple.

Nous avons développé des positions et des revendications pour chaque problème et question isolés qui ont fait jour. Toutefois, ce n'est pas suffisant désormais ; une proposition alternative de progrès est nécessaire afin que la lutte est un but, un objectif, un sens, et finalement puisse exercer une pression supplémentaire dans toutes les phases de cette lutte.

Note de la rédaction d'Alger républicain : quelques mots ont été corrigés dans la traduction effectuée par le site « solidarité internationale ».

PS:

Traduction AC pour <http://solidarite-internationale-pc...>